



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités**

**Arrêté n° DDETS 25-14 portant avis d'appel à candidatures
aux fins d'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs
exerçant à titre individuel pour le département de l'Eure**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.312-5, L.472-1, L.472-1-1 et D.472-5-1 ;
- VU** le code civil, notamment son article 450 ;
- VU** l'arrêté du 12 juillet 2017 relatif au formulaire de dossier de candidature aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ;
- VU** le décret du 31 octobre 2024 nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;
- VU** le schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Normandie 2025-2029 du 8 septembre 2025 ;
- VU** l'arrêté DDETS 25-13 fixant le calendrier prévisionnel d'appel à candidatures pour le département de l'Eure en date du 27 novembre 2025 ;

Sur proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités,

ARRÊTE

Article 1er : L'avis d'appel à candidatures aux fins d'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel pour le département de l'Eure est défini en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Eure, soit hiérarchique auprès du ministre du travail et des solidarités, dans les deux mois suivant sa publication. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Rouen, également dans un délai de deux mois à compter de la publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique «télérecours citoyen» accessible sur le site internet : www.telerecours.fr.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Eure.

Article 4 : Une copie du présent arrêté sera notifiée au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Evreux.

Article 5 : Le secrétaire générale de la préfecture et le directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Evreux, le 28 NOV. 2025

Le préfet

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'G' followed by a horizontal line and a small flourish.

Charles GIUSTI

AVIS D'APPEL A CANDIDATURES
aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs
exerçant à titre individuel pour le département de l'Eure

Autorité responsable de l'avis d'appel à candidatures

Monsieur le préfet de l'Eure
Préfecture de l'Eure
Boulevard Georges Chauvin
CS 40011
27020 Evreux cedex

Direction chargée du suivi de l'appel à candidatures

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS)
Service publics vulnérables
Cité administrative
Boulevard Georges Chauvin
CS 70014
27020 Evreux cedex

Date de début de réception des candidatures

Le 1^{er} décembre 2025
Cachet de la poste faisant foi

Date de fin de réception des candidatures

Le 31 janvier 2026
Cachet de la poste faisant foi

1. Contexte

En application du premier alinéa de l'article L.472-1-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF), l'agrément aux fins d'exercice de la fonction de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel est délivré après un appel à candidatures émis par le représentant de l'Etat dans le département. Aux termes de l'article D.472-5-1 du code précité, l'avis d'appel à candidatures est signé par le représentant de l'Etat dans le département et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, il précise les dates de dépôt et de fin de réception des candidatures ainsi que les objectifs et les besoins mentionnés dans le schéma que cet appel à candidatures a pour finalité de satisfaire.

Le schéma régional de la protection juridique des majeurs et des délégués aux prestations familiales de la région Normandie 2025-2029 mentionné au b) du 2° de l'article L.312-5 du CASF établi par l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2025 précise que de nouveaux agréments de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel seront délivrés pour répondre aux besoins recensés dans le département de l'Eure.

Pour le département de l'Eure, les besoins ont été identifiés à hauteur de 10 agréments pour exercer à titre individuel l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à délivrer sur la période 2025-2029, soit 2 agréments par année.

A ce nombre d'agréments inscrits dans le calendrier prévisionnel au regard du schéma régional précité, un nombre d'agréments supplémentaires à délivrer peut être ajouté dans les différents appels à candidatures suite à un remplacement de cessation d'activité de mandataires individuels agréés.

Cet appel à candidatures 2025-2026 a donc pour objectif de répondre aux besoins identifiés sur le territoire de l'Eure comme suit :

-2 agréments au titre de l'année 2025 et 2 agréments au titre de l'année 2026 programmés dans le schéma régional 2025-2029 ;

-2 agréments, hors programmation dans le schéma régional 2025-2029, en remplacement de deux mandataires individuels agréés sur la période du schéma régional précédent 2020-2024 et ayant cessé leur activité en 2022 et 2023.

La période de dépôt des candidatures est fixée du 1^{er} décembre 2025 au 31 janvier 2026 inclus.

Qualité et adresse des autorités compétentes pour délivrer l'agrément

En application du quatrième alinéa de l'article L.472-1-1 du code précité, l'agrément est délivré par le préfet de département après avis conforme du procureur de la République.

Préfet de l'Eure

Préfecture de l'Eure, Boulevard Georges Chauvin, CS 40011, 27020 Evreux cedex

Procureur de la République

près le tribunal judiciaire d'Evreux, 30 rue Joséphine, 27022 Evreux cedex

Objectifs et besoins que l'appel à candidatures a pour objet de satisfaire

L'appel à candidature a pour objet l'agrément de 6 mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel (4 agréments dans le cadre de la planification du schéma régional et 2 agréments hors planification schéma régional en remplacement de 2 fins d'activité de mandataires individuels agréés) sur le ressort de l'ensemble des tribunaux judiciaire et de proximité du département de l'Eure en vue de l'exercice des mesures de protection juridique ordonnées par l'autorité judiciaire (mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle).

Peuvent candidater toutes les personnes satisfaisant aux conditions prévues aux articles L.471-4 et L.472-2 du code de l'action sociale et des familles (conditions de moralité, d'âge, de formation, d'expérience professionnelle et d'assurance en responsabilité civile).

2. Critères d'éligibilité

Il convient de satisfaire notamment aux conditions prévues aux articles L.471-4 et L472-2 du code de l'action sociale et des familles :

- Etre âgé (e) au minimum de 25 ans ;
- Etre titulaire du certificat national de compétence (CNC) de mandataire judiciaire à la protection des majeurs mention « mesure judiciaire à la protection des majeurs » (MJPM) mentionné à l'article D.471-4 du CASF ou de la licence professionnelle mention « activités juridiques : mandataire judiciaire à la protection des majeurs » mentionnée à l'article D471-2-2 du CASF ;
- Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour des infractions énumérées à l'article L.133-6 du code de l'action sociale et des familles ;
- Ne pas être inscrit (e) sur la liste nationale des personnes qui ont fait l'objet, sur décision du préfet, d'une suspension ou d'un retrait d'agrément ;
- Justifier de garanties des conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile en raison des dommages subis par les personnes prises en charge ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'une durée minimale de 3 ans dans un des domaines nécessaires à l'exercice des fonctions de mandataire (exemple : gestion administrative, financière, budgétaire, fiscale ou patrimoniale, action sociale, activité juridique, notamment droit civil, droit de la famille).

La procédure d'agrément s'inscrit dans le cadre des objectifs fixés par le schéma régional 2025-2029 des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales.

Seront privilégiées les candidatures qui, non seulement rempliront les conditions légales et réglementaires d'exercice de la profession mais aussi répondront aux objectifs du schéma régional et à des critères de nature à assurer la qualité, la proximité et la continuité de la prise en charge ou de l'accompagnement des majeurs tel que définis par l'art R 472-1 du CASF.

3. Modalités de dépôt des dossiers de candidature

3.1. Date limite de dépôt des dossiers de candidature

Les dossiers de candidature devront être adressés entre le 1^{er} décembre 2025 et le 31 janvier 2026 inclus par lettre recommandée avec accusé de réception (cachet de la poste faisant foi).

3.2. Contenu du dossier de candidature et pièces justificatives exigibles

La réponse à l'appel à candidatures s'effectue en transmettant le formulaire CERFA n°13913*02, défini par l'arrêté du 12 juillet 2017 relatif au formulaire de dossier de candidature aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel, auquel sont jointes l'ensemble des pièces mentionnées au II de l'article D472-5-2 du CASF (la liste de ces pièces est rappelée dans le formulaire).

Une notice explicative est jointe au formulaire CERFA afin d'aider les candidats à préparer leur dossier de candidature (CERFA n°51367#09).

3.3. Modalités et adresse de transmission de la candidature

Le dossier de candidature devra être adressé entre le 1^{er} décembre 2025 et le 31 janvier 2026 inclus par lettre recommandée avec accusé de réception (cachet de la poste faisant foi), à l'adresse suivante :

Monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités
Service Publics Vulnérables (Appel à candidatures MJPM individuels)
Cité administrative - Boulevard Georges Chauvin - CS 70014
27020 Evreux cedex

Une copie du dossier de candidature devra être transmise selon les mêmes modalités à :

Monsieur le Procureur de la République
près le tribunal judiciaire d'Evreux
Service civil du parquet
30 rue Joséphine
27022 Evreux cedex

4. Modalités d'instruction des demandes de candidature

L'instruction des demandes de candidature s'effectue en quatre phases :

1^{ère} phase : vérification de la complétude des dossiers de candidatures

La direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS) dispose d'un délai de 20 jours à compter de la réception des dossiers pour en accuser réception ou demander les pièces manquantes.

En l'absence de production des pièces manquantes dans le délai fixé, la demande ne pourra être instruite et le dossier de candidature sera considéré comme irrecevable.

Le dossier de candidatures est déclaré complet s'il comprend le formulaire CERFA renseigné et l'ensemble des pièces mentionnées au II de l'article D.472-5-2 du CASF.

2^{ème} phase : vérification de la recevabilité des candidatures

La direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités procède ensuite à l'examen de la recevabilité des candidatures dont le dossier est complet.

3^{ème} phase : audition des candidats

Les candidats dont le dossier de candidature est complet et la candidature recevable sont auditionnés par la commission départementale d'agrément qui est chargée de donner son avis sur chacune des candidatures.

4^{ème} phase : classement des candidatures et décisions

Dans la limite du nombre d'agréments que l'appel à candidatures vise à satisfaire, les agréments seront délivrés par le préfet de département après avis conforme du procureur de la République aux candidats les mieux classés en fonction des objectifs et des besoins définis par le schéma régional et des critères mentionnés au 3^{ème} alinéa de l'article L.472-1-1 et à l'article R.472-1 du code de l'action sociale et des familles et des éléments d'information fournis par les candidats dans leur dossier de candidature et lors de leur audition devant la commission départementale d'agrément.

Le candidat devra également, pour être agréé, respecter les conditions relatives au cumul mentionnées aux articles L. 471-2-1 et R.471-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

Les critères de classement et de sélection des candidatures sont les suivants en application de l'article R.472-1 du code de l'action sociale et des familles :

1° Au titre de la qualité et de la continuité de la prise en charge ou de l'accompagnement :

- a) Les moyens matériels prévus pour l'activité, notamment les matériels, en particulier informatiques, et les locaux dédiés à cette activité, les moyens prévus pour la protection des données personnelles des personnes protégées ;
- b) Les moyens humains prévus pour l'activité, notamment le temps disponible pour cette activité, du mandataire et, le cas échéant, du secrétaire spécialisé, au regard du volume d'activité envisagé, les formations obtenues et les expériences professionnelles, autres que celles obligatoires pour l'exercice de la fonction ;
- c) Les moyens prévus pour l'accueil de la personne protégée et pour les échanges entre le mandataire et la personne protégée ;
- d) La formalisation et la pertinence de la notice d'information et du projet de document individuel de protection des majeurs ;

e) La formalisation et la pertinence de son projet professionnel. Pour l'appréciation de ce dernier, sont pris en compte, notamment, la qualité du réseau pluridisciplinaire de professionnels, en projet ou déjà constitué, comprenant notamment d'autres mandataires judiciaires à la protection des majeurs, les modalités prévues pour protéger les données personnelles, garantir la qualité du service rendu et organiser la continuité de la prise en charge ou de l'accompagnement.

2° Au titre de la proximité de prise en charge ou d'accompagnement :

- a) La proximité des locaux d'activité professionnelle du mandataire par rapport aux besoins que l'appel à candidature a pour objet de satisfaire ;
 - b) Les moyens prévus pour assurer les déplacements nécessaires à l'exercice de la fonction de mandataire, notamment les moyens de locomotion ;
 - c) Les moyens prévus pour les échanges entre le mandataire et la personne protégée.
- L'appréciation de ces critères tient compte des besoins que l'appel à candidature a pour objet de satisfaire et qui sont rappelés dans l'avis d'appel à candidature.

1) En plus de ces critères fixés à l'article R.472-1 du CASF, les candidatures s'engageant à gérer les mesures de protection sur l'ensemble du département, sans exclusivité de partie du territoire, seront prioritaires dans leur appréciation pour le classement et la sélection.

2) En application de l'article L.472-1-1 alinéas 3 et 4 du CASF, le préfet se réserve la faculté de ne délivrer l'agrément que pour tout ou partie des besoins recensés pour 2025 et 2026, soit au maximum 6 mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel.

5. Personnes à contacter

Les précisions complémentaires peuvent être demandées à la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités :

- Nathalie CHARRON

Courriel : nathalie.charron@eure.gouv.fr

Tél : 02 32 31 84 73

- Anne HERVE

Courriel : anne.herve@eure.gouv.fr

Tél : 02 32 31 85 03